Table de concertation
des groupes de femmes de la
Montérégie

Rapport annuel d'activités

2011-2012

Longueuil, 6 juin 2012

Table des matières

Mot de la présidente **3**

Notre fonctionnement **4**

Notre mission 4

Vie associative 4

Planification stratégique ...les suites **5**

Bilan des réalisations 5

Axe 1 : Implication des groupes membres dans l'orientation des positions et des actions de la TCGF-M 5

Axe 2 : Capacités financières de la TCGF-M 5

Axe 3 : Ressources humaines 6

Axe 4 : Rôle de vigie stratégique 6

Axe 5 : Rôle de concertation stratégique et d'action politique de la TCGF-M 8

La régionalisation 8

Plan régional pour la solidarité et l'inclusion sociale 9

Service de garde 11

Axe 6 : Visibilité, positionnement et communications publiques de la TCGF-M 12

Axe 7 : Représentations de la TCGF-M et son rôle 12

Nos projets **13**

Auprès des jeunes 13

Les stéréotypes sexistes! Un frein à la diversification des choix de carrière 13

Pour une ville à mon image, je passe à l'action! 13

Auprès des femmes Immigrantes 14

Résauter pour mieux s'intégrer 14

Développement de partenariat **15**

Dossiers régionaux **17**

Coalition contre les CHSLD en PPP 17

Maisons de Naissances 18

Mobilisations **19**

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics 19

Représentations (sommaire) **20**

Conclusion **21**

Liste des groupes membres **22**

Liste d'abréviations **23**

Mot de la présidente

C'est à nouveau l'heure des bilans. Celui que vous tenez entre vos mains révèle avec fierté le chemin parcouru depuis notre planification stratégique de 2010. Grâce à une implication accrue des membres aux divers comités de travail et au dévouement de notre coordonnatrice générale et de sa micro équipe, une nouvelle dynamique d'échanges et de débats nous permet d'approfondir notre analyse sociale pour une prise de position plus affirmée à la défense de nos dossiers prioritaires.

Malgré un gouvernement qui perd le Nord, au sens propre et moins propre, la harperisation qui se répand menaçante comme une marre d'huile, la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie garde le cap sur la solidarité et l'inclusion sociale des femmes de tous horizons. Les réalisations de l'année écoulée en témoignent, posant de nouveaux jalons pour nous guider dans la tourmente qui persiste et s'amplifie.

Comme c'est nous qui avons volé la boussole, les Charest et Harper de ce monde n'ont qu'à bien se tenir : les femmes ne décolèreront pas tant et aussi longtemps que la société civile n'aura repris ses droits sur le bien commun et que le dieu de l'économie ne sera déchu. Tout un contrat!

Merci aux infatigables indignées de cette Table (vous vous reconnaissez?) qui ont veillé au grain et alimenté nos riches débats durant l'année. Merci à toutes celles qui ont contribué de près ou de loin à faire avancer nos divers dossiers et à protéger le droit des femmes. Nous vous espérons encore plus nombreuses l'an prochain question de frapper encore plus fort!

Bon été à toutes et surtout bon repos, car l'automne s'annonce à nouveau très chaud!

Pierrette Marcotte

Notre fonctionnement

Notre mission

La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M) est un organisme communautaire qui a comme mission l'amélioration des conditions de vie des femmes du territoire, sur les plans social, économique et politique. La TCGF-M regroupe des organismes à but non lucratif (OBNL) qui travaillent en étroite collaboration pour l'avancement des dossiers touchant la condition féminine.

Notre regroupement est un lieu d'échange, de débat et de concertation. En misant sur l'expertise diversifiée de ses membres, la TCGF-M prend position sur toute question ayant une incidence sur la qualité de vie des femmes dans notre territoire et sur le respect de leurs droits.

Vie associative

Comités et équipe de travail	Membres
Coordination (Coco)	• Pierrette Marcotte, présidente (Centre des femmes du Haut-Richelieu) • Brigitte Bédard, trésorière (Carrefour pour elle) • Laure Frappier, secrétaire (Contact'L) • Marie Bombardier, administratrice (Centre de femmes l'Éclaircie) • Marie-Claude Poirier, administratrice (P.S. Jeunesse Valleyfield)
Vigie	• Hélène de Montigny (Inform'elle) • Michèle Ouimet (CSSS Champlain) • Christine Sauriol (Centre de femmes Les Cantons)
Communication	• Linda Crevier (REMME) • Pierrette Marcotte (Centre de femmes du Haut-Richelieu)
Finance	• Camille Gauvreau (De Soi à l'Emploi) • Pierrette Marcotte (Centre de femmes du Haut-Richelieu)
Équipe de travail	• Martha Ortiz (coordonatrice) • Élizabeth Dupuis (chargée de projet) • Myriam Villeneuve (adjointe à la coordination et chargée de projet) • Sophie Martin-Gagnon (Emploi d'été)

Nombres de rencontres des comités pour 2011-2012 :

- **Réunions régulières** : 4 rencontres
  1/2 journée: affaires courantes, prises de décisions, avancement de dossiers; 1/2 journée ressourcement: conférences, échanges, approfondissement de dossiers
- **Coco** : 6 rencontres
- **Comité financement:** 1 rencontre
- **Comité vigie:** 4 rencontres
- **Comité communication:** 2 rencontres

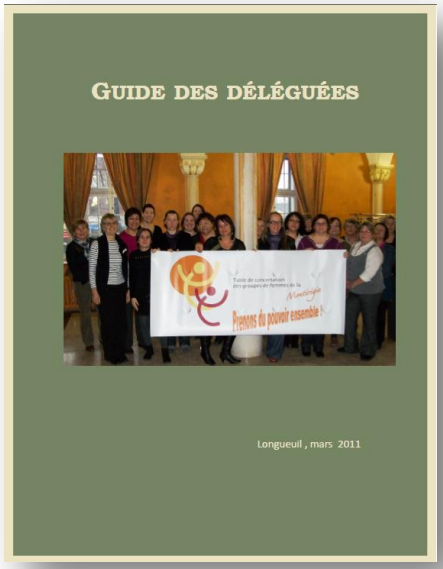
Planification stratégique …les suites

Bilan des réalisations

Le plan d'action 2011-1012 constitue la deuxième étape de la mise en œuvre du plan triennal 2010-2013 et est issu d'un exercice démocratique de planification stratégique, réalisé en 2010.

Sept axes d'intervention guident le travail de l'équipe et des membres de la TCGF-M.

Axe 1 : Implication des groupes membres dans l'orientation des positions et des actions de la TCGF-M ainsi qu'au niveau de sa gestion courante (réunions régulières, comités, Coco)



Avec la signature du formulaire d'adhésion, à chaque année, les groupes membres sont invités à renouveler leur engagement, avant l'Assemblée générale annuelle.

Guide des déléguées

Pour faciliter la participation et l'implication des déléguées aux activités de la TCGF-M un Guide a été préparé à leur intention. Essentiellement, ce document nous rappelle le rôle des différentes instances, la mission et le fonctionnement de notre regroupement. Une copie du Guide a été remise aux membres à notre Assemblée générale annuelle. La copie électronique a été envoyée à l'ensemble des groupes membres.

Désormais, ce guide fait partie du processus d'accueil de nouvelles déléguées.

De nouveaux groupes se sont ajoutés à la liste de membres, néanmoins, il s'avère essentiel d'effectuer une tournée des groupes de femmes non-membres afin de rendre visible les actions de notre regroupement et éventuellement avoir de nouvelles adhésions.

Axe 2 : Capacités financières de la TCGF-M

Le financement de notre organisme est un point névralgique nécessaire à l'avancement de la cause de femmes. Pourtant, force est de constater que les contraintes sont grandes.

Pour les membres du comité de coordination ainsi que pour l'équipe de travail, l'augmentation et la diversification de nos sources de financement demeurent des

préoccupations constantes. Afin de maximiser nos efforts en ce qui à trait à la recherche de financement, la coordonnatrice a fait partie du comité de financement du réseau des Tables. Avec Condition féminine Canada, le comité s'est penché sur différentes possibilités de financement pour l'ensemble des Tables en condition féminine. En plus de cette option, d'autres possibilités seront explorées dans les mois à venir.

Par ailleurs, la TCGF-M a commencé à autofinancer des outils issus des projets s'adressant aux jeunes. Ceci est rendu possible grâce à une entente avec le Centre de femmes du Haut-Richelieu, avec qui la TCGF-M partage son expertise et ses outils en matière de formation.

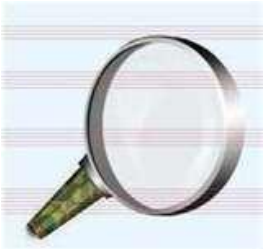
Concernant l'autofinancement à travers le partage d'outils, une grille de prix pour les groupes membres et les non- membres a été élaborée. Bref, le travail est entamé, mais il serait important de se doter d'une stratégie et des consignes claires à respecter pour la réalisation de projets particuliers.

Axe 3 : Ressources humaines

Le plan de travail de la coordonnatrice a été présenté aux groupes membres à la rencontre régulière du mois d'octobre. Cet exercice avait pour but de prendre conscience collectivement de la diversité de tâches de la coordination et des contraintes en termes de ressources disponibles. En connaissance de cause, nos groupes membres seront en mesure de moduler leurs attentes envers le regroupement.

Cette année, une chargée de projet a été attitrée au projet pour les femmes immigrantes et une autre au projet pour les jeunes. En plus de ces postes, nous avons bénéficié de la présence d'une personne assignée aux tâches administratives, à raison de deux jours par semaine, entre le mois de septembre 2011 et juin 2012. Aussi, le travail d'été d'une étudiante nous a permis d'avancer un des dossiers prioritaires, soit celui de la régionalisation.

Axe 4 : Rôle de vigie stratégique



Ce comité a été formé afin de développer la capacité de notre groupe à approfondir notre analyse politique facilitant ainsi la prise de positions collectives. Pour remplir son mandat, le comité se doit d'alimenter la réflexion concernant divers enjeux politiques. Pour ce faire, le comité demeure à l'affût des sujets qui peuvent toucher la condition féminine. Il effectue également de recherches, propose de sujets de discussion et organise de débats ou de conférences. Cette année, à l'initiative des membres du comité, des personnes ressources ont été invitées afin de nous entretenir sur les thèmes suivants :

- Québécoises Branchées, Formation par Mme Astou Niang du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEAF);
- « Lutte à la pauvreté : comment définir les besoins selon le sexe? » Par Mme Reine Bohbot du Conseil statut de la femme;

- « Prévention de la détresse psychologique et le suicide chez les personnes âgées - un exemple d'application de l'ADS ». Par Mme Francine Ducharme, Coordonnatrice de la Table de concertation du mouvement des femmes-Centre du Québec;

- « On jase de laïcité » : Par Mme Louise Mailloux, professeure de philosophie au Cégep du Vieux-Montréal

Grâce au travail assidu des membres du comité vigie, les rencontres avec nos groupes membres se transforment et deviennent un lieu d'échange et de concertation dynamique, centrées sur la réalisation des actions collectives, visant l'avancement des dossiers prioritaires. Le comité joue un rôle clé dans l'organisation des rencontres et aussi dans l'amélioration du processus de prise de décisions qui se formalise.

Par ailleurs, le travail de recherche de la TCGF-M nous a amenées à la rédaction d'un document intitulé *Décentralisation/régionalisation. Retombées en région*[1]. Une présentation a été organisée pour permettre aux membres de s'approprier le contenu, d'échanger et de prendre position quant aux liens à maintenir ou à développer avec les CRÉ du territoire.

À la suite de cette démarche, nos membres ont décidé, unanimement, que la TCGF-M devrait maintenir ses efforts pour consolider son partenariat avec les trois CRÉ de la région.

Par ailleurs, il est important de noter que puisque chaque CRÉ fonctionne différemment, il faut donc développer des stratégies différentes pour chacune d'entre elles.

En résumé, au fil des rencontres, bien des choses ont évolué, cependant, il reste encore du chemin à faire quant à la mise en œuvre de certains outils, notamment, une grille de priorisation des dossiers.

L'objectif de la TCGF-M n'est pas de changer le système, mais de chercher à acquérir un certain pouvoir d'influence qui nous permettrait de défendre des dossiers concrets tant sur le plan des décisions politiques qu'à l'application de politiques et programmes ou à l'élaboration de plans d'action.

[1] Décentralisation/régionalisation. Retombées en région: Sophie Martin-Gagnon, TCGF-M, Longueuil, aout 2011

Axe 5 : Rôle de concertation stratégique et d'action politique de la TCGF-M

Afin de renforcer la capacité de notre groupe à mener des actions concertées, lors de notre planification stratégique, des actions prioritaires ont été ciblées.

La TCGF- M prend le leadership

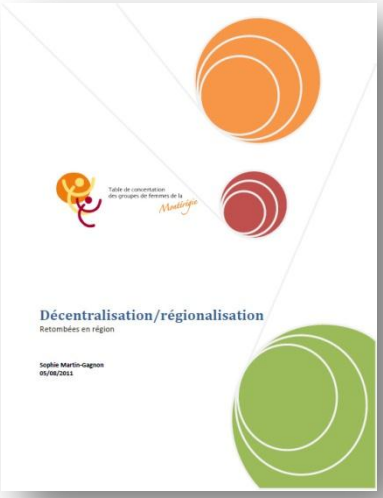
- **La régionalisation: ses applications et conséquences**
- **L'accès aux services de garde**

La TCGF-M travaille en appui

- **La laïcité**
- **Les femmes et le pouvoir politique**
- **L'application de l'analyse différenciée selon le sexe (ADS)**
- **Le libre-choix en matière d'avortement**

Les paragraphes ci-dessous donnent un aperçu de nos travaux, sur le plan de l'avancement de ces dossiers.

La régionalisation



Les dernières décennies, le gouvernement québécois a progressivement confié la responsabilité du développement territorial à divers acteurs régionaux et locaux, puis plus récemment aux élus municipaux. Mais de quoi parle-t-on lorsqu'il est question de décentralisation, de régionalisation et de développement régional? Quels étaient les motifs du gouvernement de procéder à une telle réforme de la gouvernance et quelles ont été les conséquences pour les citoyennes et les citoyens? Comment fonctionne la régionalisation des politiques et des programmes gouvernementaux et comment ce processus est-il évalué? Et enfin, quel rôle et quel pouvoir détient la société civile dans tout cela? Quelques pistes de réponses sont explorées dans

le rapport de recherche de la TCGF-M, intitulé *Décentralisation/régionalisation. Retombées en région*[2]

Dans le cadre de cette recherche, nous avons aussi recensé des propositions faites par plusieurs auteurs afin d'effectuer une régionalisation et une décentralisation réussies. Citons, notamment:

- Une décentralisation réussie doit être fondée sur un soutien actif de la population à l'égard des institutions publiques et parapubliques régionales et municipales[3];
- Afin d'éviter que le développement régional ne soit discriminatoire envers un groupe social tel que les femmes, l'ADS devrait être employée au moment même de l'élaboration des politiques de développement, en prévoyant leurs effets sur la vie quotidienne des femmes[4];
- Les femmes doivent aussi s'impliquer dans les délibérations entourant le développement territorial, car «toutes les femmes sont concernées par le développement régional ou local en tant qu'utilisatrices de services, contributrices au développement ou décideuses»[5];
- Pour une meilleure insertion des femmes dans les milieux décisionnels, les groupes de femmes peuvent accroitre leur visibilité notamment par le biais du réseautage, en produisant et diffusant des connaissances sur leur région, en se présentant lors des délibérations publiques des diverses instances régionales et locales, en prenant part aux consultations, en faisant connaître leurs préoccupations par le biais de lobbys et en faisant valoir leurs apports spécifiques au développement régional[6].

Le succès d'une régionalisation et d'une décentralisation réussies repose sur une collaboration adéquate entre les divers paliers de gouvernement et sur la prise en compte des intérêts portés par les différents groupes sociaux qui composent la communauté, tels que les femmes.

Plan régional pour la solidarité et l'inclusion sociale

Dans la foulée de politiques et programmes régionalisés se retrouve le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale[7.] Pour sa mise en œuvre, les acteurs régionaux sont invités à exprimer les besoins caractéristiques de leur région afin de moduler l'action gouvernementale.

[2] Décentralisation/régionalisation. Retombées en région : Sophie Martin-Gagnon, TCGF-M, Longueuil, août 2011
[3] Andrew, Caroline. 2003. «La voix des régions : réflexions sur la nécessité d'une analyse différenciée selon les sexes». Conférence présentée à l'Université du Québec en Outaouais, p.7. En ligne : <http://w3.uqo.ca/oregand/publications/2003CAndrewVoixdesregions.pdf.>
[4] Conseil du statut de la femme. 2000. «Les femmes et le développement local et régional. Au cœur des décisions». Gouvernement du Québec
[5] Conseil du statut de la femme. 2000. *Op.cit.*, p.11
[6] Idem
[7] Le Québec mobilisé contre la pauvreté. Plan d'action gouvernemental pour LA SOLIDARITÉ ET L'INCLUSION SOCIALE 2010-2015, MESS, gouvernement du Québec

L'élaboration des plans régionaux sont sous la responsabilité des Alliances pour la solidarité et l'inclusion sociale et doivent tenir compte des réalités spécifiques des femmes et des hommes, en appliquant notamment une analyse différenciée selon les sexes[8].

Dans ce contexte, et à l'instar de l'ensemble de Tables régionales en condition féminine, la TCGF-M a produit un *avis* par territoire de CRÉ, afin de promouvoir une approche qui tient compte des besoins spécifiques des femmes.

Intitulés: *Miser sur l'égalité des chances, pour combattre la pauvreté Avis sur la pauvreté des femmes du territoire de l'agglomération Longueuil, de la Montérégie est et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent*, ce travail en fut un de collaboration étroite entre les groupes membres de la TCGF-M. Par ces *avis* notre regroupement interpelle les Alliances pour la solidarité et l'inclusion sociale en livrant deux messages qu'elle juge essentiels:

- **Miser sur l'égalité des chances est essentiel pour combattre la pauvreté**
- **Les femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté**

Le fait que les femmes risquent davantage de sombrer dans la pauvreté est une raison suffisante pour que nos gouvernements travaillent à assurer leur autonomie économique. Il est de notre avis, que pour lutter effectivement contre la pauvreté, la démarche appliquée doit être multisectorielle; elle doit éliminer les barrières d'accès aux services et joindre les femmes dans leurs collectivités. Les solutions proposées doivent permettre aux femmes de faire librement les choix qui affectent leur vie.

Solidaire des efforts collectifs de lutte contre la pauvreté dans notre région, la TCGF-M souhaite mettre son expertise et celle de ses groupes membres au profit de l'ensemble des citoyennes et citoyens, notamment en faisant le suivi de travaux des Alliances pour la solidarité et l'inclusion sociale, mais aussi en envisageant la mise sur pied d'un projet *structurant* portant sur les femmes et la pauvreté. Le suivi de la mise en œuvre des plans régionaux pour la solidarité et l'inclusion sociale se fera, entre autres, par l'entremise des comités en condition féminine de différentes CRÉ.

Toute démarche pour combattre la pauvreté ne doit pas tenir compte uniquement des différences entre les femmes et les hommes, elle doit aussi viser à réduire les inégalités entre les sexes. Miser sur l'égalité des chances c'est réduire la pauvreté, relancer l'économie et renforcer la citoyenneté.

[8] *idem*

Service de garde

Considérant que le manque de services de garde à 7 $ est un obstacle à l'autonomie économique des femmes, notamment de celles qui vivent à faible revenu, les groupes membres de la TCGF-M ont fait de l'accessibilité à ces services, un dossier prioritaire.

En 2011, il y avait en Montérégie, 82 873 enfants[9] pour 40 747 places en garderie[10]. Soit, un ratio de 49,2 places pour 100 enfants. Par ailleurs le taux de natalité continue à augmenter, mais pas nécessairement les places en garderie.

Afin de mieux connaitre le dossier, être en mesure de saisir les enjeux et décider des actions à mener, la TCGF-M a invité cette année des personnes ressources pour nous faire un portrait de l'accessibilité aux services de garde. Sur ce sujet, nous avons pu entendre Mme Violaine Ouellette de l'Association québécoise des Centres de la Petite Enfance (AQCPE) et M. Marc Delmelle, du Ministère de la Famille et des Aînés (MFA).

À la suite de ces rencontres, il a été convenu de revendiquer un siège aux comités consultatifs régionaux sur la répartition des places en service de garde. Plusieurs démarches ont été réalisées en ce sens: lettres à la ministre de la Famille, au premier ministre et à la cheffe de l'opposition, et ce avec l'appui de certains députés de la région. **Nos lettres sont restées sans réponse!**

Le silence en dit long sur les intentions du gouvernement concernant ce dossier. En octobre 2011, la ministre Yolande James annonçait 15 000 nouvelles places en garderie à 7 $, pour l'ensemble de la province. Cependant, ces places ne seront pas disponibles avant 2016. En outre, au moment du lancement de ces nouvelles places il manquait toujours 4 300 places sur les 18 000 annoncées en 2008. Aussi, précisons qu'au dernier budget 2012-2013, le gouvernement n'a pas pris d'engagement financier pour le développement de nouvelles places.

Les besoins étant bien réels, la position du gouvernement est pour nous inconcevable, car elle ne répond pas à la demande. De plus, selon une étude de Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny, associés à la Chaire de recherche en fiscalité et de finances publiques de l'Université de Sherbrooke, les garderies subventionnées favorisent la présence des femmes sur le marché du travail. Aussi, d'après cette étude, pour chaque montant de 100 $ investi par les subventions, le retour fiscal que l'État encaisse s'élève de 104 $[11].

Notre regroupement continue ses revendications!!!

[9] http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/dons_regnl/regional/index.htm , consulté mai 2012
[10] http://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/publication/Documents/places_16.pdf, consulté mai 2012
[11] L'IMPACT DES SERVICES DE GARDE À CONTRIBUTION RÉDUITE DU QUÉBEC SUR LE TAUX D'ACTIVITÉ FÉMININ, LE REVENU INTÉRIEUR ET LES BUDGETS GOUVERNEMENTAUX, Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny, Université de Sherbrooke, Avril 2012,

Axe 6 : Visibilité, positionnement et communications publiques de la TCGF-M

Au budget 2011-2012, le ministre de Finances Raymond Bachand annonçait une compression de 4,6 M$ au programme de la Condition féminine du MCCCFQ. En avril 2011, notre regroupement a publié un communiqué exigeant des éclaircissements et dénonçant les effets néfastes de ce budget, sur la condition de vie des Québécoises. Rappelons que font partie de ce budget la taxation sur les services de santé qui s'élèvera à 200 $ en 2013, une hausse d'un pourcent de la TVQ, des frais de scolarité plus élevés, des cotisations haussées pour la retraite, des pénalités pour une retraite qualifiée de hâtive et des soins aux aînés refilés aux proches aidantes. Ces mesures soulignent le manque de considération et de cohérence de ce gouvernement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Elles constituent également, un net recul pour les conditions de vie des Québécoises.

Par ailleurs, en octobre passé, mois de l'histoire des femmes, le gouvernement fédéral a rendu hommage aux contributions des femmes d'hier et d'aujourd'hui aux forces militaires sous le thème « **Les femmes dans les forces militaires canadiennes : un passé glorieux**». Pour la TCGF-M ça a été aussi un moment privilégié pour se rappeler des avancées réalisées grâce au travail acharné de milliers de femmes: le droit de vote pour les femmes, le salaire minimum, des services de garde subventionnés ne sont que quelques exemples de réalisations du mouvement de femmes. Si aujourd'hui les nouvelles générations de femmes peuvent poursuivre leurs études, occuper un travail et choisir d'avoir des enfants, c'est grâce à la lutte acharnée des pionnières qui ont lutté pour la défense des droits des femmes. Leur initiative a transformé nos collectivités. Nous avons souhaité, dans le cadre de cet événement, les remercier.

Le mois de l'histoire des femmes est un moment certes pour se rappeler des acquis gagnés, mais également pour contempler l'histoire en marche et souligner le travail des femmes qui continuent de lutter pour l'égalité des sexes.

Axe 7 : Représentations de la TCGF-M et son rôle

Bien qu'au départ, le but fixé par cet axe était de faire un bilan des objectifs et des attentes par rapport à l'ensemble des représentations, nous considérons que le résultat attendu est prématuré. Il faudrait se donner le temps de planifier et réaliser des actions concertées avant d'avoir des retombés.

Nos projets

Auprès des jeunes

Les stéréotypes sexistes! Un frein à la diversification des choix de carrière

Ce projet portant sur les stéréotypes sexistes et les choix de carrières est soutenu financièrement par le forum Jeunesse et la CRÉ de l'agglomération de Longueuil. Un atelier visant trois objectifs spécifiques a été élaboré, soit: sensibiliser les jeunes concernant la division sexuelle du marché du travail, les conscientiser sur les différents mécanismes qui bloquent les choix individuels et enfin, les encourager à choisir un métier selon leurs intérêts personnels tout en demeurant critiques face aux stéréotypes sexistes liés aux choix de carrières.

L'atelier est présenté sous forme interactive et est conçu de façon à permettre d'entamer une discussion avec les jeunes. L'objectif est d'ouvrir sur une réflexion critique concernant la place qu'occupent les stéréotypes sexistes dans leur vie et comment ceux-ci influencent et parfois orientent leurs choix.

Cet exercice a permis aux jeunes de prendre conscience de leurs propres stéréotypes sexistes et préjugés, ainsi que de se questionner sur leurs fonctions dans la société, de percevoir de quelle façon on les intègre et se les approprie, et finalement d'explorer des façons de s'en défaire.

En date du 31 mars, l'objectif du début qui était d'atteindre 300-400 jeunes se voit maintenant triplé. L'atelier est toujours en vigueur pour le reste de l'année scolaire en cours.

Vu la réponse enthousiaste du milieu scolaire et communautaire, nous entamerons les démarches nécessaires pour assurer une continuité de cette activité, pour l'année scolaire 2012-2013.

Pour une ville à mon image, je passe à l'action!

Financé principalement par le Forum jeunesse Longueuil et la CRÉ de l'agglomération de Longueuil, le projet *Pour une ville à mon image, je passe à l'action!* a comme objectif de susciter la participation citoyenne des jeunes, plus précisément des jeunes femmes, dans la vie municipale. Pour ce faire, trois objectifs complémentaires ont été fixés :

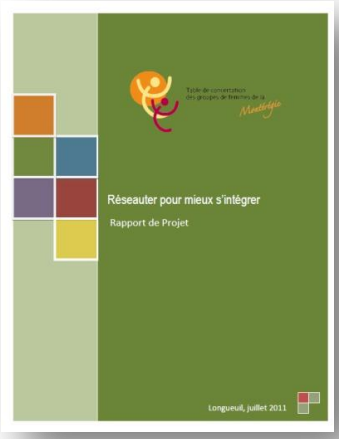
- enrichir les connaissances civiques des jeunes et les sensibiliser à l'importance de la vie municipale;
- démontrer aux jeunes que plusieurs enjeux qui les intéressent sont liés aux compétences municipales;
- inciter les jeunes femmes à s'impliquer dans différents milieux décisionnels

Depuis l'été, l'atelier a été donné à 11 reprises, ce qui nous a permis de rencontrer 215 jeunes des maisons de jeunes et des écoles secondaires de l'agglomération de Longueuil. Un intérêt généralisé semble avoir été dégagé de ces ateliers puisqu'à la demande de certains groupes, des comités ont été mis en place afin d'approfondir certaines idées discutées lors de l'atelier. De plus, d'autres groupes ont rencontré une conseillère municipale pour discuter de politique. Les jeunes ont profité de l'occasion pour faire part à la conseillère des dossiers qui leur tiennent à cœur. La conseillère municipale a répondu à certaines de leurs questions par l'entremise de leur enseignante.

Dans le même ordre d'idée, les préoccupations et les suggestions pour améliorer le milieu de vie de jeunes qui ont participé au rassemblement jeunesse organisé par le Forum Jeunesse Longueuil ont été acheminées aux maires de l'Agglomération. Le bureau de la mairesse de Longueuil a tenu à nous assurer que Mme Caroline St-Hilaire à pris connaissance des propositions et elle en fera part au Conseil.

Auprès des femmes Immigrantes

Résauter pour mieux s'intégrer



Entre septembre 2011 et juillet 2012, la TCGF-M a réalisé ce projet, grâce au support financier du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et à la collaboration de deux organismes partenaires:

- Le Centre de femmes Entr'Elles, à Granby;
- La Maison de la famille des Maskoutains, à Saint-Hyacinthe

Depuis près de deux décennies, les immigrants font partie du tableau de plus en plus coloré et dynamique de Granby et de Saint-Hyacinthe. Des personnes immigrantes originaires d'une centaine de nations se sont installées dans ces deux villes. Certaines se sentent pleinement intégrées à la société québécoise alors que d'autres poursuivent leur processus d'insertion. Plusieurs difficultés jalonnent le long parcours

des personnes immigrantes dans leur processus d'intégration à une nouvelle culture, un parcours qui s'avère souvent plus long et plus difficile pour les femmes immigrées.

Considérant qu'il est essentiel de favoriser l'intégration socioéconomique des femmes immigrées et leur accès aux diverses ressources du milieu, la TCGF-M a mis sur pied ce projet qui a porté principalement sur la recherche et le développement de stratégies visant la construction de nouveaux réseaux de contacts dans les domaines de la famille, de la santé et du travail afin d'aider ces femmes à faire leur place dans la communauté.

Au terme du projet, nous pouvons conclure que nos méthodes de travail ont permis d'atteindre des résultats positifs et intéressants. Le réseautage et les leviers mis de l'avant par la structure du *Cercle* ainsi que l'établissement de nouveaux partenariats avec des ressources qui ont adapté leurs services nous permettent d'espérer que dans le futur, les femmes immigrées seront mieux desservies. Les activités réalisées ont aussi permis aux participantes de mieux comprendre le fonctionnement de la société québécoise.

Toutefois, d'après notre expérience, il nous parait irréaliste de penser qu'une structure de réseautage et d'intégration puisse être prise en charge de façon autonome uniquement par la volonté des femmes d'ici ou d'ailleurs. Afin d'assurer le succès d'un tel projet, le soutien des partenaires du milieu joue un rôle de premier plan. Les organismes qui œuvrent auprès des personnes immigrées constituent, à ce chapitre, de précieuses ressources, car les intervenants qui y travaillent connaissent les référents culturels et les besoins de ces personnes. La collaboration avec ces organismes nous paraît essentielle pour les ressources partenaires désireuses de participer à l'intégration des femmes immigrées en offrant des services et des activités qui leur sont adressés.

Dans le cadre d'un projet axé sur la construction et le développement de nouveaux réseaux de contacts pour les femmes immigrées, l'obtention de résultats précis est difficilement quantifiable à l'intérieur d'un échéancier préétabli. Seul le temps nous dira l'impact réel d'un tel projet. Soulignons toutefois que la mobilisation débutée autour de la structure de réseautage initiée avec ce projet est porteuse d'une volonté d'agir de la part de plusieurs ressources du milieu afin de mieux répondre aux besoins des femmes immigrées. Le rapport intégral peut être consulté au site web de la TCGF-M: www.tcgfm.qc.ca

Développement de partenariat

Ces dernières années, par la réalisation de projets concrets touchant les femmes immigrantes, la TCGF-M a développé son expertise en matière d'immigration. Cette expertise a été mise à profit dans le cadre de la mesure «Partager une culture égalitaire», du Secrétariat à la condition féminine. En effet, depuis 2009, la TCGF-M, Carrefour pour Elle, le Pavillon Marguerite-de-Champlain et le Service de police de l'agglomération de Longueuil ont collaboré avec la Ville de Longueuil à l'élaboration d'une brochure informative de sensibilisation et d'une formation destinée prioritairement aux femmes immigrantes.

Intitulée «*Quand on s'aime on s'aime égale*» cette brochure a pour but de faire valoir le respect et l'égalité dans les relations conjugales et familiales. Elle s'adresse aux femmes immigrantes et non immigrantes. Notre participation dans ce projet nous a permis, entre autres, d'assurer la prise en compte des préoccupations et réalités propres à la population féminine immigrante, mais aussi de faire le parallèle avec la réalité des femmes nées au pays.

Le lancement de la brochure et de la formation qui l'accompagne ont été fait le 8 mars passé. L'événement a été très médiatisé et publié dans plusieurs journaux locaux, papier ou électronique. Depuis son lancement, plus de 3 000 brochures en français et plus de 500 en anglais ont été distribuées dans l'agglomération de Longueuil. Les lieux de distribution son variés, citons : les organismes communautaires, les entreprises privées, le réseau de la santé et le réseau de l'éducation. Compte tenu du succès et du fait que le matériel imprimé est presque épuisé, la TCGF-M a demandé et obtenu du SCF le financement nécessaire à la réimpression des brochures.

Par ailleurs, pour faire connaitre ces outils de sensibilisations, la TCGF-M a organisé une présentation auprès des groupes membres de la Table. Le 4 avril 2012, le contenu de la brochure et de la formation a été présenté par Mme Brigitte Bédard de Carrefour pour Elle et Mme Josée Préville du Service de police de Longueuil. Cette présentation a permis à nos groupes membres d'entrevoir les possibilités de diffusion et d'utilisation à l'extérieur de l'agglomération de Longueuil. Pour cela, il y a toutefois quelques détails à régler, soit, des modifications à la brochure et la recherche de financement pour la réimpression. La TCGF-M entamera quelques démarches en ce sens auprès du SCF.

La TCGF-M est responsable de la distribution de la brochure qui est aussi disponible en version française et anglaise, au site web de la Table: www.tcgfm.qc.ca . La promotion de la formation et la distribution de la brochure se font de façon simultanée. Les activités de promotion et de sensibilisation se continueront à l'été 2012. Ces activités de promotion nous permettent également de développer notre réseau de contacts.

Comité d'encadrement

Dossiers régionaux

La TCGF-M suit de près deux dossiers régionaux importants pour la qualité de vie des femmes dans le domaine de la santé: l'implantation de quatre centres d'hébergement et de soins de longues durées (CHSLD) en mode partenariat public-privé (PPP) et développement des maisons de naissance en Montérégie.

Coalition contre les CHSLD en PPP

De prime abord, rappelons les objectifs de la Coalition contre les CHSLD en PPP:

- Dénoncer les répercussions de la construction et de la gestion en de la construction et de la gestion en partenariat public-privé (PPP) des centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) ainsi que du transfert vers le secteur privé des services offerts aux aînés

- Obtenir du gouvernement la réalisation en mode public des projets de CHSLD, un mode moins dispendieux et plus respectueux des besoins des personnes âgées en lourde perte d'autonomie.

L'été 2011, à la demande des membres de la TCGF-M et afin de sensibiliser le grand public, les syndicats membres de la coalition ont préparé une présentation PowerPoint sur les **ENJEUX ET IMPACTS DES PPP SUR LES SERVICES AUX AÎNÉS.** Nos groupes membres sont invités à présenter la formation à leurs membres.

Malgré les nombreuses interventions et demandes de faire volte-face dans ce dossier et de revenir au mode traditionnel, le mois d'octobre passé, Infrastructure Québec a dévoilé sur son site Web, les noms des deux soumissionnaires retenus pour mener à bien quatre projets de CHSLD en mode PPP, de 66 places chacun, en Montérégie et à Laval.

La santé de nos personnes ainées n'est pas une occasion d'affaire!

Ainsi, Nationax l'emporte pour les établissements de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Laval et de Delson-Sainte-Catherine-Saint-Constant, alors que Gestion Asselin et Gestion BPAL prennent le contrat de Granby. Les compagnies retenues devront construire les établissements et les exploiter pendant 25 ans, et ce, dès juillet 2013.

La TCGF-M appuie le travail et les revendications de la coalition contre les CHSLD en PPP car, nous considérons que les soins de santé doivent rester publics, hors de la logique du privé. Nous prônons l'universalité et la gratuité des soins de santé. L'accessibilité à des services adaptés et gratuits est un élément essentiel au bien-être de cette clientèle particulièrement vulnérable.

Maisons de Naissances

Les responsables du projet affirment que la première maison de naissance en Montérégie verra bel et bien le jour ce printemps, tel qu'annoncé par le ministre de la Santé Yves Bolduc en avril dernier. Elle sera aménagée dans l'ancien CLSC de Richelieu, sur le territoire du Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu–Rouville.

Par ailleurs, lors de son passage à la TCGF-M madame Kim Couture, porte-parole du Mouvement Maisons de naissance en Montérégie, nous informait que le mois de novembre 2011, le CA de l'Agence de santé et services sociaux a adopté le *Plan de déploiement du service sage-femme et de maisons de naissance en Montérégie (2010-2020).* Ainsi, de l'avis de Mme Couture l'implantation de «5 maisons de naissance en Montérégie, est une évidence!

En effet, le *Plan régional de déploiement du service sage-femme et de maisons de naissance en Montérégie* a pour objectif d'assurer, sur l'ensemble du territoire de la Montérégie, l'accès aux services de sage-femme et aux maisons de naissance. L'implantation des services de sage-femme au CSSS Haut-Richelieu–Rouville est la première étape de ce plan.

L'ASSS a élaboré différents scénarios de déploiement régional qui tiennent compte, entre autres, des réalités démographiques et géographiques et cherchent à assurer une répartition équitable et compatible avec l'offre de service et le modèle organisationnel des services de sage-femme. La répartition des services de sage-femme et des maisons de naissance dans les CSSS sera assujettie à la mise en place des conditions favorables d'implantation.

Une évaluation d'implantation des services de sage-femme au CSSS Haut-Richelieu–Rouville est prévue et se fera en collaboration avec la Direction de la santé publique. Les résultats permettront de déterminer les meilleures conditions d'implantation régionale et les modes de collaboration interprofessionnelle les plus efficaces afin d'assurer, à chaque étape, la sécurité des mères et des bébés et la continuité des soins et des services.

Nos membres sont invités à se mobiliser afin de demander des maisons de naissance pour leur territoire. L'ASSS a fait de timides appels de projet, mais **les citoyennes et citoyens doivent se mobiliser s'ils veulent voir des maisons de naissance sur leur territoire**.

Mobilisations

Cette année encore, la TCGF-M a marché afin de défendre ses valeurs.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Dès sa fondation, en 2010, la Coalition s'oppose à la hausse des frais et des tarifs résidentiels d'électricité, de services de santé et des services sociaux, de l'éducation, des garderies, des transports collectifs. La hausse des tarifs constituerait un frein à leur accès particulièrement aux personnes à faible revenu et donc aux femmes.

À quelques semaines du budget 2012-2013, la TCGF-M a répondu au cri de ralliement de la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics* et a participé à la manifestation organisée le mois de février dernier. À cette occasion, les grandes centrales syndicales, des groupes communautaires et des organisations étudiantes ont bloqué la Tour de la Bourse, haut lieu de la finance montréalaise qui héberge notamment le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

En plus de s'opposer à la hausse de tarifs et à la privatisation des services publics, la Coalition prône le recours à des alternatives fiscales plus équitables afin de redresser les finances publiques.

Représentations (sommaire)

Mobilisations sociales

- Blocage du tour de la bourse, organisé par la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics, 16 février 2012

Représentation/collaboration auprès d'autres organismes

- Réseau des Tables régionales de Groupes des Femmes (2 rencontres)
- Réseau québécois d'action pour la santé des femmes RQASF (membre relais)

Représentation auprès des institutions gouvernementales

- Table des partenaires en immigration (MICC) à Longueuil (2 rencontres)
- Conseil Femmes, égalité et mouvement (CFEM) de la CRÉ de Longueuil (8 rencontres)
- Comité Femmes et développement régional de la CRÉ Montérégie Est, (8 rencontres)
- Ville de Longueuil (6 rencontres)

Colloques et formations

- Formation : «Soigner ses TIC communautaires», offerte par Relais-femmes, 1 avril et 10 juin 2011;
- 12e colloque annuel du RÉMME : Le pouvoir du changement !, 14 et 15 avril 2011;
- La mixité au travail : une utopie ? Colloque participatif sur l'accès des femmes dans les métiers majoritairement masculins, 28 et 29 avril 2011;
- Colloque sur les rôles et les responsabilités des administrateurs d'organismes à but non lucratif, Fondation Robert-Sauvé, Montréal, 12 mai 2011;
- Formation sur l'ADS. Offert par la CRÉ Longueuil, 16 juin 2011;
- Formation sur le réseautage, CFEM, 28 septembre 2011;
- Rendez-vous automnal des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes, SCF, Québec, 18 octobre 2011;
- Programme Résonnance, formation offerte par la fondation filles d'actions, du 23 au 27 octobre 2011;
- Forum régional pour la solidarité et l'inclusion sociale, CRÉ de Longueuil, 27, 28 octobre 2011;
- Formation VIRAJ, offert par Forum Jeunesse Longueuil, 12 décembre 2011 et 6 février 2012;
- Forum de réflexion sur les enjeux de l'égalité des sexes chez les jeunes, organisé par le Forum Jeunesse Montérégie-Est, Saint-Hyacinthe, 29 février 2012;
- Forum de réflexion sur la situation des femmes itinérantes, organisé par la Table des Groupes de Femmes de Montréal, Montréal, 21 mars 2012.

Conclusion

Deux ans après la réalisation de notre plan stratégique, nous ne pouvons que nous réjouir des transformations au sein de notre regroupement. Des nombreux changements prennent place et se consolident. Le déroulement de nos rencontres se dynamise, la visibilité de notre organisme augmente et notre partenariat se diversifie.

Toutefois, à l'interne, il y a encore des défis importants à relever, citons, entre autres, l'augmentation des ressources humaines et financières ou nos relations chancelantes avec certaines CRÉ du territoire.

À l'externe, le contexte politique provincial et fédéral actuel nous indique qu'il faudra redoubler de vigilance. Il sera essentiel de réaffirmer nos positions féministes face aux droits des femmes qui se retrouvent menacés et au possible recul de ceux-ci.

Il est temps de nous mobiliser!

Martha Ortiz

Liste des groupes membres

Groupes	Villes
1. Avante women's centre	Bedford
2. C.A.L.A.C.S. Châteauguay	Châteauguay
3. C.A.L.A.C.S. Granby	Granby
4. C.A.L.A.C.S. La Vigie	Valleyfield
5. Carrefour pour Elle	Longueuil
6. Centre de femmes Ainsi soit-elle	Chambly
7. Centre de femmes La collective par et pour elle	Cowansville
8. Centre de femmes Com'femme	Brossard
9. Centre de femmes Contact'L	Varennes
10. Centre de femmes du Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu
11. Centre de femmes Entre Ailes Sainte-Julie	Sainte-Julie
12. Centre de femmes Entr'Elles	Granby
13 Centre de femmes La Marg'elle	Saint-Rémi
14. Centre de femmes La Moisson	Île-Perrot
15. Centre de femmes L'Éclaircie	Sainte-Catherine
16. Centre de femmes Vie Nous V'Elles	Longueuil
17. Collectif régional Madeleine-Parent	Longueuil
18. Conseil Central CSN- Montérégie	St-Jean-sur-le Richelieu
19. De soi à l'emploi	Saint-Lambert
20. Hébergement L'Entre-deux	Longueuil
21. Hébergement Maison de la Paix inc.	Longueuil
22. Horizon pour elle	Cowansville
23. Inform'elle	Saint Hubert
24. L'Accueil pour elle	Salaberry de Valleyfield
25. L'orienthèque	Sorel-Tracy
26. Maison Alice-Desmarais	Granby
27. Maison Hina	Saint-Jean-sur-Richelieu
28. Maison Simone-Monet-Chartrand	Chambly
29. Maison de Transition l'Égide	La Prairie
30. Musée de la femme	Longueuil
31. Option ressource travail/PS Jeunesse	Salaberry-de-Valleyfield
32. Pavillon Marguerite de Champlain	Greenfield Park
33. Place Rive-Sud/ Options non-traditionnelles	Longueuil
34. Réseau des Élues Municipales de la Montérégie-est (REMME)	Sainte-Catherine
35. Réseau-femmes de la Région d'Acton	Acton Vale
36. Résidence Elle	Huntingdon
37. Syndicat de la Fonction Publique	Longueuil

Membres participantes	Villes
38. Centre de ressources pour les familles militaires	Saint Hubert
39. Comité Femmes – CRÉ de l'agglomération de Longueuil	Longueuil
40. CSSS Champlain—Charles-Le Moyne	Saint Hubert
41. CSSS Pierre Boucher	Longueuil

Liste d'abréviations

AGA	Assemblée générale annuelle
AGE	Assemblée générale extraordinaire
AQCPE	Association québécoise des centres de la petite enfance
ASSS	Agence de la santé et des services sociaux
CHSLD	Centre d'hébergement de soins de longue durée
Coco	Comité de coordination
CPE	Centre de la petite enfance
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSF	Conseil du statut de la femme
CRÉ	Conférence régionale des élus
MNM	Mouvement pour une Maison de naissance en Montérégie
MRC	Municipalité régionale de comté
OBNL	Organisme à but non lucratif
PPP	Partenariat public-privé
PQ	Parti Québécois
SCF	Secrétariat à la condition féminine
TCGF-M	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

Table de concertation
des groupes de femmes de la
Montérégie

TCGF-M

Téléphone : 450 463-0600

Télécopieur : 450 463-0700

Courriel : info@tcgfm.qc.ca

Site internet : www.tcgfm.qc.ca